

Système d'acquisition dynamique de [fournitures courantes et services]

Procédure SAD – MEDICAMENTS GCS NOUVELLE-AQUITAINE

Fourniture et livraison de médicaments, de produits du domaine pharmaceutique et produits de radiopharmacie pour le GCS Achat Nouvelle Aquitaine Filière MediNaq

Procédure utilisée

Appel d'offres restreint (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-6 à R.2161-11, R.2162-39, R.2162-41 à R.2162-47, R.2162-49 à R.2162-51 du Code de la Commande Publique)

Système d'Acquisition Dynamique (R.2162-37 à R.2162-51 Code de la Commande Publique)

Etablissement coordonnateur :

Centre Hospitalier Universitaire de Limoges
2, avenue Martin Luther King
87042 LIMOGES CEDEX

Règlement de la Consultation

Organe de publication :

Plateforme de dématérialisation ☒
BOAMP ☒

Site Internet du pouvoir adjudicateur ☒
JOUE ☒ Marches Online ☒



Date et heure limites de réception des plis :

Jeudi 3 octobre 2024 à 12h30

REPONSE DEMATERIALISEE
OBLIGATOIRE

Pas d'offres requises
seulement des candidatures

IMPORTANT :

Les candidatures peuvent être remises pendant toute la durée du Système d'Acquisition Dynamique ou SAD.

Le premier marché spécifique sera lancé après l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la publication du présent SAD. Les marchés spécifiques pourront être lancés ensuite pendant toute la durée du Système d'Acquisition Dynamique.

En revanche, seuls les candidats dont la candidature a été réceptionnée et acceptée avant la publication d'un marché spécifique pourront y participer.

SOMMAIRE

CHAPITRE I.	IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR.....	7
CHAPITRE II.	OBJET DE LA CONSULTATION	8
ARTICLE 1.	INTITULE DE LA CONSULTATION.....	8
ARTICLE 2.	MODE DE PASSATION.....	8
ARTICLE 3.	DEFINITION DU SAD MEDICAMENT MEDINAQ.....	8
ARTICLE 4.	MARCHES SPECIFIQUES.....	9
ARTICLE 5.	DUREE DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE	9
ARTICLE 6.	CADRE TECHNIQUE DES FOURNITURES COMPRISE DANS LE SAD ET CLASSIFICATION CPV.....	9
ARTICLE 7.	DISPOSITIONS RELATIVES AU GROUPEMENT	9
CHAPITRE III.	CONTENU ET CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION (DCE).....	10
ARTICLE 8.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	10
ARTICLE 9.	OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION	10
ARTICLE 10.	COMMUNICATIONS ET ECHANGES D'INFORMATIONS PAR VOIE ELECTRONIQUE.....	10
CHAPITRE IV.	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	11
ARTICLE 11.	CONDITIONS DE REDACTION DES CANDIDATURES	11
ARTICLE 12.	CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURE	11
ARTICLE 13.	CONTENU DE LA CANDIDATURE	12
ARTICLE 14.	CONTENU DE L'OFFRE POUR LES MARCHES SPECIFIQUES	13
ARTICLE 15.	MODE DE REMISE DES PLIS PAR VOIE ELECTRONIQUE.....	13
CHAPITRE V.	EXAMEN DES CANDIDATURES ET ACCEPTATION DES CANDIDATURES.....	14
ARTICLE 16.	OUVERTURE DES PLIS ET VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION.....	14
ARTICLE 17.	EXAMEN DES CANDIDATURES	14
ARTICLE 18.	ATTRIBUTION	15
ARTICLE 19.	LANCEMENT DES PREMIERS MARCHES SPECIFIQUES.....	15
ARTICLE 20.	INFORMATION DES CANDIDATS ET DES SOUSMISSIONNAIRES NON RETENUS	15
CHAPITRE VI.	ATTRIBUTION DES MARCHES SPECIFIQUES	15
ARTICLE 21.	EXAMEN DES OFFRES DES MARCHES SPECIFIQUES.....	15
Article 21.1.	Critères de jugement des offres.....	15
CHAPITRE VII.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	17
ARTICLE 22.	OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	17
ARTICLE 23.	RECOURS	18

La présente procédure est régie par le code de la commande publique

PREAMBULE

Afin d'optimiser la commande publique au niveau régional, dans le domaine de la santé, un Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé GCS Achats Nouvelle-Aquitaine a été constitué par les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux publics et privés à but non lucratifs.

Le GCS exerce l'activité permanente de centrale d'achat au sens de l'article L.2113-2 du Code de la Commande Publique.

En vertu de sa convention constitutive, l'assemblée générale du GCS donne mandat à l'un de ses membres pour coordonner des groupements de commande.

La présente consultation est coordonnée par **le CHU de Limoges**

Le **CHU de Limoges** – ci-après « l'établissement coordonnateur » - est pouvoir adjudicateur de la présente procédure et coordonne le groupement de commande constitué des membres listés ci-après. La centrale d'achat est membre de ce groupement de commande.

Les établissements bénéficiaires du présent marché sont pouvoirs adjudicateurs dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre au sens où ils émettent leurs bons de commande directement auprès des titulaires du marché, et sont responsables de l'exécution des prestations objet du marché à l'égard des titulaires retenus.

La liste des adhérents à ce groupement de commandes est la suivante :

	Département
GHT DU LIMOUSIN	
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE LIMOGES – Etablissement support	87
CENTRE HOSPITALIER COEUR DE CORREZE (TULLE)	19
CENTRE HOSPITALIER AUBUSSON	23
CENTRE HOSPITALIER BORT LES ORGUES	19
CENTRE HOSPITALIER BOURGANEUF	23
CENTRE HOSPITALIER BRIVE	19
CENTRE HOSPITALIER CORNIL	19
CENTRE HOSPITALIER ESQUIROL	87
CENTRE HOSPITALIER GUERET	23
CENTRE HOSPITALIER LA SOUTERRAINE	23
CENTRE HOSPITALIER SAINT JUNIEN	87
CENTRE HOSPITALIER SAINT VAURY	23
CENTRE HOSPITALIER SAINT YRIEIX LA PERCHE	87
CENTRE HOSPITALIER USSEL	19
CENTRE HOSPITALIER UZERCHE	19
HOPITAL INTERCOMMUNAL DU HAUT LIMOUSIN	87
CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL MONTS ET BARRAGES	87
CENTRE HOSPITALIER EVAUX LES BAINS	23
GHT DE SAINTONGE	
CENTRE HOSPITALIER DE SAINTONGE – Etablissement support	17
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-JEAN D'ANGELY	17
CENTRE HOSPITALIER DE JONZAC	17

CENTRE HOSPITALIER DE ROYAN	17
CENTRE HOSPITALIER DE BOSCAMNANT	17
GHT DE LA DORDOGNE	
CENTRE HOSPITALIER PERIGUEUX – Etablissement support	24
CENTRE HOSPITALIER BELVES	24
CENTRE HOSPITALIER BERGERAC	24
CENTRE HOSPITALIER SAINT ASTIER	24
CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL RIBERAC DRONNE DOUBLE	24
CENTRE HOSPITALIER DOMME	24
CENTRE HOSPITALIER EXCIDEUIL	24
CENTRE HOSPITALIER LANMARY	24
CENTRE HOSPITALIER MONTPON MENESTEROL	24
CENTRE HOSPITALIER NONTRON	24
CENTRE HOSPITALIER SARLAT	24
GHT DU LOT ET GARONNE	
CENTRE HOSPITALIER AGEN – NERAC – Etablissement support	47
CENTRE HOSPITALIER DEPARTEMENTAL « LA CANDELIE » (AGEN)	47
HOPITAL LOCAL CASTELJALOUX	47
CENTRE HOSPITALIER DE PENNE D'AGENAIS	47
CENTRE HOSPITALIER DE VILLENEUVE SUR LOT	47
CENTRE HOSPITALIER FUMEL	47
CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL MARMANDE-TONNEINS	47
GHT DES LANDES	
CENTRE HOSPITALIER MONT DE MARSAN – Etablissement support	40
POLE GERIATRIQUE DU PAYS DES SOURCES DE MORCENX	40
CENTRE HOSPITALIER DAX	40
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-SEVER	40
GHT DE NAVARRE COTE-BASQUE	
CENTRE HOSPITALIER SAINT-PALAIS	64
GHT DE BEARN-SOULE	
CENTRE HOSPITALIER DE PAU – Etablissement support	64
CENTRE HOSPITALIER DES PYRENEES	64
CENTRE GERONTOLOGIQUE PONTACQ NAY JURANCON	64
CENTRE HOSPITALIER MAULEON	64
CENTRE HOSPITALIER OLORON SAINTE-MARIE	64
CENTRE HOSPITALIER ORTHEZ	64
ETABLISSEMENTS HORS GHT	
CENTRE GERIATRIQUE DU MURET AMBAZAC	87
CENTRE MONTALIER	33
CSSR CHATEAU DE BASSY	24
CSSR LES LAURIERS	33
CSSR LA TOUR DE GASSIES	33
CSSR LA CHENAIE	87
EHPAD AJAIN	23

EHPAD BOUSSAC	23
EHPAD CHATEAUNEUF-LA-FORET	87
EHPAD EYMOUTIERS	87
EHPAD NEUVIC	19
EHPAD NIEUL	87
EHPAD ROCHECHOUART	87
EHPAD TREIGNAC	19
EHPAD VIGEOIS	19
EHPAD LE BOUSCAT TIVOLI	33
EHPAD SAINT-MACAIRES	33
EHPAD VILLENEUVE DE MARSAN	40
EHPAD LA MADELEINE BERGERAC	24
FONDATION JOHN BOST	24
EHPAD LE JARDIN DES PROVINCES (PESSAC)	33

Chapitre I. Identification de l'acheteur

Pouvoir adjudicateur :	CHU de Limoges - Etablissement Coordonnateur- Représenté par sa Directrice Générale
Type de pouvoir adjudicateur :	Etablissement public de santé
SIRET :	26870851800017
Adresse :	2, avenue Martin Luther King - 87042 LIMOGES CEDEX
Adresse du profil acheteur	<u>www.marches-publics.gouv.fr</u>

Référent administratif	Damien TAUTER Christine LE COSTOEC
Adresse :	2, avenue Martin Luther King - 87042 LIMOGES CEDEX

Référents techniques	Anne-Laure LEPETIT – Pharmacien Agnes COURNEDE-DECEMBRE – Pharmacien Vincent HUROT – Pharmacien
Adresse :	2, avenue Martin Luther King - 87042 LIMOGES CEDEX

Chapitre II. Objet de la consultation

Article 1. Intitulé de la consultation

La présente consultation a pour objet la fourniture et la livraison de médicaments et produits du domaine pharmaceutique pour les établissements de la filière MediNaq.

Lieu d'exécution de la prestation : Chacun des établissements concernés par la consultation.

Article 2. Périmètre du SAD

Le champs d'application du présent SAD s'entend pour la fourniture future des médicaments, produits du préparatoire et produits de radiopharmacie.

Le présent SAD n'est pas divisé en classe de médicament, les consultations en vue de la passation des marchés spécifiques pourront ainsi porter sur l'ensemble des médicaments, produits du préparatoire et produits de radiopharmacie.

Article 3. Mode de passation

Le Système d'Acquisition Dynamique est passé en application des articles R.2162-37 à R.2162-51 du Code de la Commande Publique.

Article 4. Définition du SAD Médicament MediNaq

Le Système d'Acquisition Dynamique (SAD) se définit comme un processus entièrement électronique de passation de marché public, pour des achats d'usage courant, par lequel l'acheteur attribue, après mise en concurrence, un ou plusieurs marchés spécifiques à l'un des opérateurs préalablement sélectionnés.

Mise en œuvre du SAD :

- Avis de publicité initial précisant les contours du SAD
- A compter de la publication de l'avis, les futurs candidats ont 30 jours pour déposer une candidature.

A noter que conformément à l'article R2162-43 du Code de la Commande Publique, le système est ouvert, pendant toute sa période de validité, à tout opérateur économique satisfaisant aux critères de sélection des candidatures

- Au fur et à mesure des besoins, le pouvoir adjudicateur lancera des marchés spécifiques dont le délai de consultation sera au moins égal à 10 jours.

La valeur estimée du SAD sur sa période de validité à savoir 10 ans est de 900 000 000 € H.T.

Article 5. Marchés spécifiques

Les marchés spécifiques donneront lieu à la conclusion d'accord-cadre de fournitures et pourront prendre la forme suivante :

- Accord-cadre mono attributaire exécuté au moyens de bons de commande et/ou de marchés subséquents
- Accord-cadre multi attributaire exécuté au moyens de bons de commande et/ou de marchés subséquents.

Article 6. Durée du système d'acquisition dynamique

Le Système d'Acquisition Dynamique court à compter de sa date de publication et pour une durée de 10 ans.

A noter que conformément aux dispositions de l'article R2162-40 du Code de la Commande Publique cette durée de validité pourra être modifiée.

Article 7. Cadre technique des fournitures comprise dans le SAD et Classification CPV

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale
33600000 : Produits pharmaceutiques

Le présent SAD aura pour objet la fourniture et livraisons de médicaments et produits du domaine pharmaceutique.

Article 8. Dispositions relatives au groupement

Les groupements entre plusieurs soumissionnaires sont autorisés :

La forme du groupement après admission au SAD n'est pas imposée.

Cependant, si un marché spécifique est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement conformément à l'article R. 2142-24 du Code de la Commande Publique.

Chapitre III. Contenu et conditions d'obtention du Dossier de Consultation (DCE)

Article 9. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des pièces suivantes :

1	Le formulaire DC1
2	Le formulaire DC2
3	Le présent règlement de la consultation

Article 10. Obtention du dossier de consultation

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-2 du Code de la Commande Publique, le Pouvoir Adjudicateur met gratuitement les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques sur son profil acheteur à l'adresse suivante:

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les opérateurs économiques n'ont pas l'obligation de s'identifier pour accéder aux documents de la consultation.

Toutefois, il est recommandé aux candidats de s'identifier en indiquant leur raison sociale, le nom d'un correspondant, un numéro de téléphone ainsi qu'une adresse postale et électronique, afin d'être tenus informés des modifications et des précisions éventuellement apportées au dossier de consultation.

A défaut d'identification, il appartiendra aux opérateurs économiques de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires éventuellement apportées aux documents de la consultation. La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être engagée en l'absence de prise de connaissance de ces informations complémentaires par les opérateurs économiques (et de prise en compte de celles-ci dans les dossiers de candidature et/ou d'offre).

Avertissement : L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), notamment nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Article 11. Communications et échanges d'informations par voie électronique

Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués uniquement par voie électronique via la plateforme de marchés PLACE. Aucune réponse ne sera apportée à des messages individuels ou à des appels téléphoniques. A cette fin, l'opérateur économique mentionnera de manière précise une adresse mail de référence. Les communications et

les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par l'intermédiaire du profil acheteur mentionné à l'article précédent.

Ce mode de transmission est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures et des offres, demandes de régularisation ou de précision éventuelle et réponse à ces demandes).

Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée de la procédure et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais. Celle-ci permettra la notification de documents et ou la transmission d'informations.

Les candidats souhaitant s'identifier sur le portail devront créer un compte via le menu « Votre espace » pour obtenir un identifiant et un mot de passe.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents de la consultation, les candidats devront disposer des logiciels leur permettant de lire les formats suivants :

- .zip, .rar ;
- Excel, Word, PowerPoint, Access (Pack Microsoft Office 2003 ou supérieur) ;
- PDF.

La liste des formats de fichiers acceptés par le pouvoir adjudicateur est la suivante :

- Portable Document Format (.pdf)
- Rich Text Format (.rtf)
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar)
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb)
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png)
- Internet (exemple d'extensions : .htm)

Chapitre IV. Conditions d'envoi ou de remise des plis

Article 12. Conditions de rédaction des candidatures

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française.

Si elles sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Article 13. Contenu du dossier de candidature

Il est rappelé que les candidatures peuvent être adressées pendant toute la durée du SAD.

Néanmoins, seules les candidatures admises à la date de lancement du marché spécifique seront invitées à déposer une offre.

Pour l'admission au SAD, chaque soumissionnaire se doit de produire un dossier de candidature complet comprenant l'ensemble des pièces visées au présent règlement de consultation.

Article 14. Contenu de la candidature

En application des dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la Commande Publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen en lieu et place des documents mentionnés ci-dessous.

Pour l'appréciation des capacités juridiques professionnelle, techniques et financières, l'opérateur économique remet à l'appui de sa candidature, les documents suivants :

- La lettre de candidature et l'habilitation du mandataire par ses cotraitants, uniquement pour les groupements (modèle de lettre de candidature ou forme libre), dûment complétée par chacun des cotraitants en cas de groupement (**formulaire DC1** ou forme libre) précisant :
 - La dénomination sociale du candidat, son adresse et ses coordonnées (téléphone, Fax, courriel),
 - L'objet de la candidature et le ou les lots concernés.
 - La forme du groupement, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire,
 - Une déclaration sur l'honneur indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économiques, dans la mesure où ces informations sont disponibles (cette exigence ne constitue pas une demande de Chiffre d'Affaires minimal donné au sens de l'article R.2142-6 du Code de la Commande Publique) ; (**formulaire DC2** ou format libre)
- L'attestation d'ouverture d'établissement pharmaceutique et/ou un justificatif du statut de l'établissement pharmaceutique
- L'attestation d'assurance Responsabilité civile en lien avec l'activité pratiquée
- L'extrait du K-bis du laboratoire
- Les éventuelles délégations de pouvoir et/ou signature
- Une fiche de renseignement du fournisseur détaillant l'ensemble des informations nécessaires aux échanges avec ce dernier à savoir à minima :
 - Les coordonnées administratives de la société (Adresse du siège, forme juridique, Siret etc.)
 - Une adresse mail valide permettant les échanges sur la plateforme avec le pouvoir adjudicateur

- Les contacts dédiés pour les différents secteurs de la société (prise de commande, facturation, livraison etc.)
- Toutes autres informations jugées utiles par la société.
- La liste des produits pharmaceutiques proposés par le candidat au jour du dépôt de la candidature (cette liste pourra évoluer tout au long du SAD et n'aura pas de valeur contractuelle)

Conformément à l'article R.2162-47 du Code de la Commande Publique, à tout moment au cours de la période de validité du SAD, le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, **dans un délai de 5 jours ouvrables** à compter de la date d'envoi de cette demande.

Afin de faciliter la rédaction de sa candidature, le soumissionnaire peut recourir aux formulaires types du Ministère de l'Économie et des Finances (DC1, DC2...) disponibles gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

NOTA : En application de l'article R.2144-2 du Code de la Commande Publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur pourra décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Article 15. Contenu de l'offre pour les marchés spécifiques

Le contenu des offres sera demandé à chaque marché spécifique et pourra varier en fonction de ce dernier.

Article 16. Mode de remise des plis par voie électronique

La transmission des candidatures et des offres des soumissionnaires doit être effectuée par voie électronique. Aucun élément envoyé par voie postale ou par mail ne sera étudié

Les candidatures électroniques devront être déposées, avant la date et l'heure limite fixée au présent Règlement de Consultation, sur le profil acheteur du CHU de Limoges à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Si une nouvelle candidature est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace la candidature précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique. Cette copie est transmise sous pli cacheté et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée à l'adresse suivante :

Adresse d'envoi de la copie de sauvegarde :

CHU de Limoges
Bâtiment Médico Administratif
MEDINAQ, bureau 1-40
Avenue Martin Luther King
87042 LIMOGES CEDEX
SAD - GCS NA – MEDICAMENTS
INDIQUER LE NOM DU LABORATOIRE

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite de réception des offres seront étudiés dans un second temps. Le candidat en sera informé. Si la transmission électronique était accompagnée d'une copie de sauvegarde, cette dernière sera détruite, sans avoir été ouverte. Le dossier doit avoir été transmis de manière complète en une seule fois.

Chapitre V. Examen des candidatures et acceptation des candidatures

Article 17. Ouverture des plis et vérification des conditions de participation

En cas de virus, ou lorsqu'une candidature a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue ou n'a pas pu être ouverte, le pouvoir adjudicateur ouvrira la copie de sauvegarde conformément à l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Article 18. Examen des candidatures

Lorsque des pièces dont la production était demandée sont absentes ou incomplètes, il peut être demandé à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature conformément à R.2144-2 Code de la Commande Publique.

Le pouvoir adjudicateur élimine les candidatures qui, en application de l'article R. 2144-7 du Code de la Commande Publique, ne peuvent être admises.

Les candidatures sont examinées au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières. Les candidats éliminés en sont informés.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaire à l'exécution du SAD.

A ce titre, les candidats qui ne disposeraient pas d'une attestation d'ouverture d'établissement pharmaceutique et/ou d'un justificatif du statut de l'établissement pharmaceutique ne seront pas admis au présent SAD.

Il est rappelé que les candidats peuvent à tout moment présenter une nouvelle candidature dans l'hypothèse où ils auraient obtenu le statut manquant.

Article 19. Attribution

Les candidats admis au SAD recevront une notification via la plateforme PLACE à l'adresse électronique initialement renseignée ainsi qu'à l'adresse indiquée aux pièces du dossier de candidature

Article 20. Lancement des premiers marchés spécifiques

A titre indicatif, le premier marché spécifique devrait être lancé fin octobre 2024.

Les candidats admis seront invités via PLACE à remettre une offre à ce marché spécifique, ce dernier précisera les conditions spécifiques (critères d'attribution, spécialités concernées, volumes etc.)

Article 21. Information des candidats et des soumissionnaires non retenus

Lorsque le pouvoir adjudicateur décide de rejeter une candidature, il notifie par écrit à chaque candidat ou soumissionnaire concerné le rejet de sa candidature en lui indiquant les motifs de ce rejet conformément aux articles R. 2181-1 et R. 2181-3 du Code de la Commande Publique.

Ces notifications se font via la plateforme électronique <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Chapitre VI. Attribution des marchés spécifiques

Article 22. Examen des offres des marchés spécifiques

Article 22.1. Critères de jugement des offres

Les offres des marchés spécifiques seront jugées et notées sur une note moyenne de 20 à partir des critères définis ci-après, chaque critère étant noté selon son importance dans une logique de pondération, dans les conditions prévues aux articles R.2152-1 à R2152-12 du Code de la Commande Publique.

En fonction des spécialités analysées plusieurs scénarii de critères sont envisageables et selon les échelles de notations suivantes :

Scénario 1 : Grille d'analyse de base

Critères de jugement des offres	Note sur 20
1 – Prix des fournitures analysées soit : <ul style="list-style-type: none"> - sur la base du prix total H.T du lot simulé en fonction des quantités estimatives annuelles et des prix unitaires indiqués au Bordereau des Prix Unitaires remis par le candidat déduit des remises non conditionnées. - Sur la base du coût réel supporté par l'établissement calculé en fonction du prix H.T proposé déduit des éventuelles remises non conditionnées ainsi que de l'ensemble des prises en charge potentielles appliquées sur la spécialité 	Pondération entre 20 et 50 %
2 - Valeur technique de l'offre <ol style="list-style-type: none"> 1. Intérêt clinique ou thérapeutique du produit (étendue des AMM, recommandations thérapeutiques, effets indésirables) – de 0 à 35 points 2. Conditionnement, étiquetage et présentation des produits : présentation unitaire, protection des flacons, facilité et sécurité d'utilisation, stabilité des préparations après dilution ou reconstitution, sécurisation de la prise en charge médicamenteuse – de 15 à 60 points 3. Présence d'excipients à effet notoire – de 0 à 15 points 	Pondération entre 40 et 70 %
3 – Prestation du fournisseur et conditions logistiques et commerciales complémentaires	Pondération entre 5 et 20 %
4 – Responsabilité sociétale du fournisseur et impact environnemental des produits proposés	Pondération entre 5 et 20 %

Scénario 2 : Grille d'analyse pouvant être utilisée pour des spécialités de radio-pharmacie

Critères de jugement des offres	Note sur 20
1 – Prix des prestations sur la base du prix total H.T du lot simulé en fonction des quantités estimatives annuelles et des prix unitaires indiqués au Bordereau des Prix Unitaires remis par le candidat déduit des remises non conditionnées et prenant en compte : <ul style="list-style-type: none"> - Le prix unitaire de la spécialité, - Le coût du transport, - Le coût lié au contrôle qualité de la spécialité le cas échéant, - La mise à disposition gratuite ou non du matériel nécessaire à l'utilisation de la spécialité le cas échéant. 	Pondération Entre 20 et 50%

2 - Valeur technique de l'offre 1. Qualité de la spécialité de 20 à 50 points 2. Valeur fonctionnelle de 15 à 45 points	Pondération Entre 35 et 60 %
4 – Responsabilité sociétale du fournisseur et impact environnemental des produits proposés	Pondération entre 5 et 20 %

Scénario 3 : Grille d'analyse pour les matières premières et spécialités répondant à une formulation de la pharmacopée

Critères de jugement des offres	Note sur 20
1 – Prix des prestations sur la base du prix total H.T du lot simulé en fonction des quantités estimatives annuelles et des prix unitaires indiqués au Bordereau des Prix Unitaires remis par le candidat déduit des remises non conditionnées	Pondération entre 40 et 75 %
2 - Valeur technique de l'offre	Pondération entre 5 et 20 %
3 – Prestation du fournisseur et conditions logistiques et commerciales complémentaires	Pondération entre 5 et 20 %
4 – Responsabilité sociétale du fournisseur et impact environnemental des produits proposés	Pondération entre 5 et 20 %

Le classement des offres sera réalisé au plus fort point constitué de la somme des notes des critères.

Le critère prix sera jugé par application de la formule suivante :

$$\text{Note de l'offre} = \text{pondération du critère prix} * (\text{valeur de l'offre la moins-disante} / \text{valeur de l'offre analysée})$$

Chapitre VII. Renseignements complémentaires

Article 23. Obtenir des renseignements complémentaires

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de l'étude du dossier de consultation des entreprises et de l'élaboration de leurs offres, les candidats devront faire

parvenir une demande écrite au CHU de Limoges au plus tard **dix (10) jours** avant la date limite de remise des plis. Cette demande devra être adressée :

Par voie électronique uniquement via la plateforme : www.marches-publics.gouv.fr

Une réponse pourra alors être adressée, via la même plate-forme, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, **6 jours** au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Il est donc impératif que les candidats se soient identifiés sur ce site pour pouvoir bénéficier de la réponse apportée à leur question. Dans la mesure du possible, les candidats sont invités à poser toutes leurs questions en même temps.

Article 24. Recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Limoges

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- **Référé précontractuel** prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de Justice Administrative (CJA), et pouvant être exercé pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public.
- **Référé contractuel** : après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci – Article L.551-13 à L.551-23 du même code.
- **Référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du Code de Justice Administrative).
- **Recours pour excès de pouvoir** contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme en ce qui concerne les décisions de déclaration d'infructuosité ou de déclaration sans suite en cas d'abandon de la procédure.
- **Recours en contestation de la validité du contrat** dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.